



LABORATOIRE

« COMMUNICATION ET POLITIQUE »



CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Jean Mouchon

« La France et la construction médiatique de l'Europe : entre déficit démocratique et déficit informationnel », in Carlo Marletti et Jean Mouchon (sous dir.), *La costruzione mediatica dell'Europa*, Milan, Angeli, 2005.

Les considérants politiques

Dans l'histoire des grands projets politiques, la construction européenne se distingue par les inquiétudes qu'elle suscite dans la population. Loin maintenant de sa dynamique de création au sortir de la seconde guerre mondiale et de la nécessité de reconstruire une économie naufragée, elle peine de plus en plus à mobiliser et à fédérer les opinions populaires. Sa principale spécificité reconnue aussi bien par les acteurs institutionnels que par l'ensemble de la presse réside dans le « déficit démocratique » qui accompagne désormais chaque étape de ses avancées institutionnelles. Considéré à l'aune des règles formelles de la démocratie, le jugement paraît sévère puisque les consultations électorales qu'elle suscite sont de plus en plus fréquentes et que l'existence d'un Parlement élu rappelle l'architecture démocratique des Etats-nations. Pourtant à y regarder de plus près, l'apparence cache une réalité pleine d'ambiguïtés. Les épisodes liés à la ratification du traité de Maastricht ont donné l'occasion, d'un pays à l'autre, de déployer la richesse des gammes de la consultation populaire montrant ainsi l'embarras des dirigeants. Faisant ressortir les habitudes inscrites dans les traditions de la culture politique nationale, les choix retenus relèvent du cas d'école. En France, la solennité gaullienne du référendum est remise à l'honneur par le Président François Mitterrand tandis qu'en Allemagne la procédure parlementaire, plus sobre et moins dramatisante, lui est préférée. Conformément aux règles constitutionnelles, les différentes solutions retenues ne manquent pas de surprendre. Pourquoi en effet, alors qu'il s'agit du même problème posé dans chacun des pays, ne pas faire un choix homogène de consultation populaire ? Traduction de l'embarras des dirigeants, cette indétermination résulte d'une montée croissante des doutes et des inquiétudes manifestés par une partie assez large des populations nationales. Le flottement visible à l'occasion du traité de Maastricht demeure et ouvre une ligne de partage entre deux conceptions de la validation démocratique. L'Allemagne privilégie la procédure parlementaire tandis que les « petits pays » (tels qu'ils sont désignés hors de leurs frontières évidemment) s'engagent plus facilement dans la consultation référendaire. La multiplication des référendums, au Danemark, en Irlande, en Norvège et même si la situation est différente en Suisse, traduit un mouvement tendanciel lourd pour l'avenir de la construction européenne. La répétition des réponses négatives dans

chacun de ces pays montre la division des opinions en blocs nettement constitués. Cette situation claire dans les faits n'est pas pour autant prise en compte comme elle devrait l'être. Il est étonnant, et dans une certaine mesure inquiétant, que dans l'espace européen volontiers célébré comme un des berceaux de la démocratie, l'acceptation d'un verdict populaire soit aussi difficile. L'exemple du référendum irlandais relatif à la ratification du traité de Nice a valeur emblématique. Les commentaires des autres dirigeants des pays européens, de concert avec une presse quasi unanime, sont étonnants dans leur manière à peine dissimulée de cadrer le non populaire dans une interprétation dévalorisante. Loin d'être reconnue comme une expression politique légitime, le non voit sa portée soit minorée au regard de la faible participation électorale soit relativisée avec l'annonce d'un prochain référendum qui permettrait de corriger une « faute » vénielle prête à être pardonnée. Ce comportement collectif d'auto-réconfort finit par mettre dans l'embarras les dirigeants irlandais face à leur population, peu satisfaite d'être traitée sur ce mode infantilisant. Une des dimensions du « déficit démocratique » associée à la construction européenne se situe dans ce paradoxe créé par la difficulté des responsables de la vie démocratique à accepter le verdict populaire dès lors qu'il n'est pas en phase avec leurs attentes. La même condescendance hautaine s'était d'ailleurs déjà manifestée à l'occasion du refus danois d'adopter l'euro. Cette répétition oblige à réfléchir sur les formes nouvelles de la démocratie et de la gouvernance à l'époque où le pouvoir des Etats-nations se trouve de plus en plus contesté par le modèle dominant d'un libéralisme économique soucieux de l'ouverture totale des marchés et peu enclin à discuter ses prémisses et les effets consécutifs à la réalisation de ses objectifs. « Le déficit démocratique » peut dès lors s'interpréter comme la perception par une partie non négligeable de la population d'une dépossession de la souveraineté populaire. L'interdépendance des différentes zones de la sphère économique et boursière crée une situation nouvelle, présentée par la majorité des politiques et par les principales sources d'information, comme un mouvement aussi inexorable que bénéfique et donc à placer légitimement hors du champ du débat public. Dans ce scénario, les choix essentiels sont les fruits de l'expertise. Déclarés à valeur universelle et projetés avec optimisme vers un avenir meilleur, ils poussent à rabaisser le politique au rang de préoccupation mineure voire même comme traduction d'archaïsme. L'invocation répétée de la « modernité » ne suffit pourtant pas à susciter un enthousiasme durable parmi la population qui se sent de plus en plus dépossédée du libre arbitre propre à la vie démocratique. Dans le même temps, la reconfiguration économique qui s'opère transforme les références de la vie quotidienne désormais déclinée obligatoirement sous le signe de la flexibilité et de la mobilité et installe un sentiment de précarité partagé par beaucoup. Les réactions de la société civile commencent à devenir lisibles avec la montée généralisée de l'abstention au cours des consultations électorales et à l'occasion des mouvements de protestations lors des réunions internationales. Le sommet européen de Nice rejoint la liste déjà longue des rencontres du G8 (les pays les plus industrialisés plus la Russie) ou de la Banque mondiale perturbées par des militants issus souvent des ONG. Les événements de Seattle, de Göteborg ou de Gênes ont pour point commun de faire entendre une protestation contre les modes de décision unilatéraux des grandes instances internationales. En contradiction avec les processus de débat public dans les Etats-nations démocratiques, ils sonnent comme une alerte. Leur similitude dans la volonté de réintroduire le débat collectif, de rappeler que les conflits d'intérêts restent déterminants dans les choix des acteurs économiques ou politiques ou de mettre en avant la recherche de solutions négociées pour réduire les déséquilibres de richesse à l'échelle de la planète exprime avec force l'exigence d'une vision politique de l'évolution du monde. La construction de l'Europe, au moment des choix à faire pour son développement institutionnel, ne peut plus être poursuivie sans la participation effective de toutes les forces vives de la société. Le sommet de Gênes marque à cet égard un tournant capital pour la vie démocratique dès lors qu'il y a eu mort

d'homme et dérive inquiétante dans la réaction policière. Il semble qu'un point limite ait été franchi pour la démocratie avec des actes s'apparentant à de la « torture » programmée, selon les termes mêmes des magistrats italiens chargés de l'enquête. Cet épisode dramatique, outre qu'il donne lieu à des actions de justice intentées par des militants pacifistes de plusieurs pays européens, rappelle crûment les résistances de plus en plus nombreuses de la population aux décisions imposées. Il est curieux de voir que la période estivale de 2001 rappelle étrangement celle de 1992 précédant le référendum sur le traité de Maastricht. Dans les deux cas, le temps des vacances n'est plus seulement occupé par les loisirs puisque l'agenda des journaux inscrit la problématique européenne et les inquiétudes qu'elle suscite à son ordre du jour. Les données du débat sont ainsi mises sur la place publique au moment où les responsables politiques sont en vacances ! Situation révélatrice d'une occultation prolongée qui ne peut plus résister à la déferlante contestataire. En 1992, le référendum est annoncé par François Mitterrand en réponse aux mauvais sondages, dans une tentative de dernière minute pour cadrer le débat sur l'adoption de la monnaie unique. En 2001, seul un événement tragique à grande visibilité dans l'espace public joue comme déclencheur pour inciter à réfléchir à la portée du traité de Nice, bien peu expliquée au moment de sa signature. Il ne s'agit plus désormais d'affirmer l'effet bénéfique de l'ouverture de l'Union européenne avec le passage à trente Etats membres ni de taire les changements prévisibles occasionnés par la modification des modalités de prise de décision communautaire. Le « *Monde* » ouvre le débat avec la publication de l'article sulfureux de Charles Pasqua intitulé : « Rendez leur souveraineté aux Européens » (7 août). Le texte mérite attention car il ne se contente pas d'énoncer de manière litannique les raisons de l'option souverainiste. Il analyse les conditions dans lesquelles la construction européenne se réalise politiquement et montre le changement de philosophie politique qu'elles traduisent :

« La construction d'une Europe fédérale apparaît comme une idéologie qui a pour effet d'en revenir de la démocratie, c'est-à-dire du pouvoir suprême du peuple, à l'aristocratie. En l'espèce, aux « experts » de la Commission de Bruxelles, qui se prévalent d'une supposée loi de l'Histoire, de prétendues contraintes entrepreneuriales, du poids des marchés financiers internationaux ou de la logique des détenteurs de capitaux, pour retirer aux peuples la maîtrise des grands choix stratégiques... En termes de philosophie politique, il s'agit donc d'une authentique Restauration ».

La sévérité du diagnostic n'est pas la résultante d'une rhétorique exagérée. Les arguments avancés s'appuient sur la réalité factuelle où l'absence de débat public est justifié couramment par les responsables politiques et par les « experts » au nom de l'Histoire, des lois de l'économie ou de la logique boursière. Tirant les conséquences de l'analyse proposée, l'article rétablit le sens politique des votes populaires avec une logique élémentaire mais implacable :

« Si les électeurs participent de moins en moins nombreux aux élections européennes, ou s'ils votent désormais systématiquement non à l'Europe fédérale à chaque fois qu'ils en ont la possibilité, c'est tout bonnement parce qu'ils ont envie de dire non. ».

Ce rappel du politique est repris dans une chronique journalistique tout aussi inquiète sous le titre « Urgence démocratique en Europe » (signée dans l'édition du *Monde* du 8 août par Laurent Zecchini). Après avoir constaté que « le *Livre Blanc* de Romano Prodi sur la « bonne gouvernance » en Europe a fait long feu », le journaliste en appelle à un changement dans la procédure :

« Les Quinze doivent oser parler des « valeurs » qui unissent les Européens, lesquelles incluent, au moins pour les jeunes générations, la solidarité et la fraternité. Sans elles à quoi bon proposer d'élargir la « Communauté » ? Il y a une « urgence démocratique » à parler de l'Europe en termes différents ».

La reconnaissance du « déficit démocratique » liée à la construction européenne est une interpellation forte du mode de fonctionnement politique largement dominé par

l'expertise et la décision technocratique. Elle fait tout autant problème pour le système d'information placé dans une situation originale puisqu'il s'agit de projeter le lecteur vers un avenir ouvert à l'espoir mais aussi aux incertitudes. Les cadres de référence traditionnels ne sont plus pertinents pour présenter les scénarios multiples qui sont appelés à être discutés pour faire comprendre l'architecture fédérale et les conséquences qu'elle entraîne dans tous les domaines de la décision. Les zones d'attribution des pouvoirs aux différents niveaux régional, national et européen demeurent encore peu connues. Elles le deviennent sporadiquement pour ceux qui recherchent des subsides ou à l'occasion de conflits d'influence mis sur la place publique. La méconnaissance quasi générale des instances politiques de l'Union européenne est encore plus frappante. Le Conseil des Ministres est une entité presque invisible, la Commission a une visibilité réduite à la stigmatisation des décisions des « technocrates de Bruxelles », le Parlement est connu pour son site à Strasbourg et revient dans la chronique au rythme d'élections qui laissent indifférents. Seules les directives de la Commission sont assurées d'être publicisées mais souvent dans les cercles des professions concernées par leur application. Le bilan s'avère relativement catastrophique dans une période où se profile la mise en place chaotique de la monnaie unique, adoptée dans un certain nombre de pays et pas dans d'autres (Grande Bretagne oblige !), et où l'élargissement programmé aux ex-pays de l'Est fait surgir nécessairement les questions relatives à la future configuration politique de L'Union. La méconnaissance souvent partagée, l'indifférence d'une bonne partie des opinions publiques et, parfois, des mouvements de rejet violents de la part de certaines catégories d'acteurs sociaux obligent à réfléchir sur les raisons d'une situation aussi désastreuse. La part de responsabilité du système informatif reste à évaluer.

Les modèles-cadres de l'information politique

Le flux télévisuel qui provoque un mélange des genres systématique et qui fait se succéder en continu les émissions dans une grille de programmation ininterrompue fragmente la vision du téléspectateur. Aborder une étude de genre suppose en préalable de rétablir une homogénéité dans le choix des émissions retenues et, en fonction des objectifs poursuivis, de la considérer sur une période donnée. La constitution du corpus comme travail liminaire modifie les caractéristiques du regard (Veron,1995). Elle privilégie une vision a posteriori très différente de la vision immédiate, en contexte et sans recul. La mise en perspective assurée, des traits récurrents spécifiques au genre étudié se dégagent. Ainsi, les magazines d'information politique des années quatre-vingt-dix ont-ils peu à peu été marqués par l'abandon des effets spectaculaires propres au genre dans la décennie précédente et par une programmation retardée dans la grille ou même par des suppressions. Pour autant, au gré des événements et des campagnes électorales, ceux qui sont diffusés présentent des caractéristiques suffisamment récurrentes pour laisser apparaître des structures modélisées. Le regard en perspective peut dès lors être porté à travers une grille de lecture interrogeant le rendu social et politique des émissions. Proche du courant des politistes qui envisagent les relations de l'information et de la politique du point de vue cognitif, nous suivons le positionnement défini par Jacques Gerstlé :

« Nous faisons l'hypothèse que pour identifier et comprendre les effets d'information, on ne peut faire l'économie d'un examen des mécanismes cognitifs et symboliques c'est-à-dire qui touchent aux connaissances et représentations... » (Gerstlé, 2001).

Les dispositifs comme formes symboliques de la représentation sociale

Le mouvement de désaffection par rapport au politique à la fin des années quatre-vingt-dix a pour conséquence la suppression, sur toutes les chaînes, des magazines de première partie de soirée. Eu égard à la tradition antérieure, certains journalistes du service public tentent de réagir avec la création de l'émission « *Direct* », en contre-programmation volontaire. Leur tentative s'accompagne, comme c'est le cas dans de nombreuses situations de reconfiguration, d'une réflexion théorisée pour définir leur projet. Le contexte de création de l'émission est déterminant. On se rappelle François-Henri de Virieu, au début du premier septennat de François Mitterrand, affichant sa volonté d'en finir avec les affrontements idéologiques propres à la longue période où la République était exclusivement gouvernée par la droite: « *l'Heure de Vérité* » est ainsi créée avec un dispositif moins agressif que celui de « *Cartes sur table* » (cette émission était si symbolique qu'elle vaudra à Jean-Pierre Elkabach d'être conquis au soir de l'alternance en 1981). De manière semblable, Albert du Roy prend acte de la perte de crédit du politique à la télévision et des critiques des politiciens à l'encontre des médias :

« Il faut savoir ce que l'on veut, les hommes politiques critiquent un débat démocratique dévoyé par les médias. Là nous leur proposons un rendez-vous de qualité et très exigeant » (script de la première émission).

Ce constat le conduit à prendre du champ par rapport à ce qui était proposé jusque-là et à proposer un projet différent :

« Quel est donc ce dispositif novateur ? Un recyclage de toutes les formes audiovisuelles des émissions politiques. La télévision nous a habitués à trois genres de traitement de l'information politique. Premièrement, l'émission basée sur l'interview. A tort ou à raison, les journalistes ne sont plus considérés, pour l'instant, comme des interlocuteurs convaincants du monde politique. Deuxièmement, le débat télévisé. Les plus intéressants sont inorganisable...Troisièmement, le forum de studio. Là aussi, c'est rapidement le désordre, tout le monde coupe tout le monde, l'animateur bouscule plus qu'il ne cadre les invités. Ce que j'ai proposé c'est de rassembler ces trois formules : le dialogue citoyen, le débat démocratique et le questionnement journalistique. En alternant ces trois techniques, l'émission ne s'épuise pas -ou ne s'embourbe pas- dans un dispositif rigide. L'invité est contraint le plus possible à l'expression plus qu'à la récitation » (script de la première émission).

S'il est facile de suivre l'argument de Albert du Roy quand il mise sur la succession des genres en cours d'émission pour obtenir une plus « grande expressivité » de l'invité politique, on peut être surpris par la reformulation qu'il propose ensuite. L'interview devient « le questionnement politique », le débat télévisé « le débat démocratique » et le forum de studio le « dialogue citoyen ». Cet exemple est typique du processus de cadrage propre aux échanges publics. Il s'agit d'une opération de catégorisation et de qualification dérivée d'une certaine conception du travail d'information: le journaliste revendique un engagement . La définition formelle des genres est inscrite dans une visée à finalité « démocratique » et « citoyenne ». Cependant, les conditions de transformation des genres de leur neutralité initiale à une forme plus didactique ne sont pas formulées. La crédibilité du projet en est rendue incertaine et l'on ne peut donc être étonné que créée en 1999 l'émission ait fait long feu. Pour se placer réellement dans la perspective du débat démocratique, il est nécessaire d'avoir une approche qui tienne compte des acteurs sociaux, du mode de présence qui leur est dicté par les dispositifs et de la manière dont ils sont sollicités pour prendre la parole. Dans un précédent travail, nous avons montré que ces variables permettaient de distinguer trois formes de modèle possibles pour caractériser les émissions politiques sur les chaînes généralistes

françaises (Mouchon,1998). Chacune d'elles se définit par les modalités retenues pour les échanges entre les acteurs sociaux donnant ainsi la mesure de la dynamique démocratique.

Le modèle impositif

Très présent dans les années mitterrandiennes, il met en scène le Président et un journaliste vedette qui fait figure d'animateur (le plus connu, Yves Mourousi était présentateur du journal télévisé de 13H sur TF1). Ces émissions souvent faites sur mesure pour corriger l'image du dirigeant politique mettent délibérément le public à l'écart. Conçues pour être persuasives, elles le font avec un dispositif reprenant le formalisme scolaire le plus traditionnel. Comme l'élève est silencieux quand le maître parle, le public est réduit à une présence passive de téléspectateurs. En échange de sa bonne tenue, on lui propose un spectacle édifiant fait d'images d'Epinal. Les années flamboyantes de la décennie quatre-vingt ont ainsi mis en avant des personnages emblématiques : chacun se rappelle les costumes mao de Jack Lang, le bagout digne d'un camelot de Bernard Tapie ou les jeux d'esprit et les jeux de mots du Président appelé à montrer sa connaissance du parler des jeunes de banlieue (le décryptage de mots issus du verlan, comme « chébran » pour « branché » reste un cas d'école du marketing politique). Le cocktail composé de l'exclusion d'une catégorie importante d'acteurs sociaux et de l'offre d'un spectacle simpliste et édifiant donne la mesure du dépérissement de la vie démocratique dès lors que la télévision est sous l'effet d'une vision instrumentale. On peut en saisir les risques si l'on pense comme Jacques Gerstlé que « sous l'effet des médias, l'action politique passe de façon croissante par la compétition entre des définitions de situation réduites à des perceptions médiatisées ». Trop ouvertement restrictif, ce modèle est peu à peu abandonné dans sa forme spectaculaire destinée au grand public. Il reste cependant présent dans les rares émissions au projet didactique revendiqué. « *La marche du siècle* » de Jean-Marie Cavada constitue la forme la plus achevée de la mise en place d'un dispositif mettant en présence des spécialistes de haut niveau appelés à répondre aux questions serrées du journaliste. La construction européenne est ainsi abordé sur un mode résolument sérieux voire aride. L'émission du 27 mai 1992 intitulée sobrement « *la France et l'Europe* » est construite autour du témoignage de Valéry Giscard d'Estaing, ancien Président de la République. Outre la rencontre avec l'ancien Ministre allemand des Affaires Etrangères Monsieur Gensher, elle permet de développer plusieurs points de vue experts à l'image de celui du directeur de la Banque de France (Jacques de Larosière) ou d'un avocat spécialisé dans le droit international (Laurent Cohen-Solal). Exigeante et laissant le temps de l'argumentation, cette émission reste pourtant isolée dans le paysage audiovisuel français. Portant fortement la marque de leur auteur, elle sera abandonnée à son départ.

Le modèle de l'agora

Les années quatre-vingt-dix constituent une période de changement important avec le développement des talk show et des reality show sur la plupart des chaînes généralistes. Le public, écarté du modèle impositif, devient acteur direct dans cette nouvelle forme de télévision. La « télévision de proximité », pour reprendre l'expression de certains sociologues (Mehl,1996), privilégie la parole ordinaire et le partage des expériences quotidiennes. Cette évolution correspond à une profonde mutation de la télévision qui termine ainsi sa révolution commencée avec la privatisation des chaînes et la course à l'audimat. Pourtant, si le public ordinaire et profane occupe le devant de la scène, il convient de savoir comment. Les nouvelles émissions lui donnent un droit d'expression réel sur des thèmes relevant principalement du domaine psychologique. Cette focalisation sur le récit d'expériences, sur le vécu quotidien et sur l'expression individuelle ouvre un espace d'échanges partagé par le plus grand nombre mais sans prendre en compte la dimension politique traditionnelle. Dans ce contexte, le rappel incessant de la terminologie empruntée à la philosophie politique, a valeur d'exorcisme. Les émissions politiques continuent à se raréfier et celles qui subsistent ne changent pas réellement les attributions de rôle au sein des

dispositifs télévisuels. Reproduisant la stratification sociale sans aucune réserve, les plus populaires confinent à la caricature. Ainsi, au moment du traité de Maastricht, la Cinq attribuée à Silvio Berlusconi, propose-elle un numéro spécial de « *Les absents ont toujours tort* » dont le projet semble résumé par son titre : « *Les français doivent-ils avoir peur de l'Europe ?* » (9 décembre 1991). Un décor digne des pires jeux à paillettes, des herses qui se lèvent pour marquer l'entrée des responsables politiques invités (Jean-Claude Gayssot qui deviendra Ministre dans le gouvernement Jospin et Marie-France Garaud, célèbre pour ses coups de gueule), un studio censé reproduire le Parlement anglais et ses coutumes, des invités haut en couleur comme Karl Lagerfeld et ses lunettes noires ou le joueur de rugby Daniel Herrero et sa faconde méridionale, enfin un animateur-bonimenteur (Guillaume Durand), l'œillet à la boutonnière comme il se doit dans ce lieu et prodigue en facéties diverses donnent la meilleure illustration jusque-là proposée de la théorie du simulacre. Poussée sans doute trop loin, la formule disparaît avec sa chaîne d'accueil.

D'autres formes d'émission conçues sur le modèle d'une agora plus réelle mettent en scène des gens ordinaires sélectionnés selon les principes en cours dans les instituts de sondage. Le souvenir reste marquant de l'émission spéciale avec François Mitterrand juste avant le référendum sur la ratification du traité de Maastricht (« *Le rendez-vous de l'Europe* », TF1, 3 septembre 1992). L'espace de discussion est ouvert à des gens ordinaires exerçant des professions diverses (enseignant, étudiant, cultivateur, agent d'assurance...) et issus de régions couvrant l'ensemble du territoire. Leur présence ouvre l'échange public à une variété assez large d'acteurs. Mais, les conditions de présence et les modalités de prise de parole des uns et des autres ne sont pas égales. Reflet fidèle de la culture de l'audimat, l'émission à enjeu politique majeur se développe en plusieurs parties. Chacune correspond explicitement au public « cible » de la programmation courante : le dialogue entre les membres du panel populaire et le Président arrive en « prime time » suivi d'une discussion avec des journalistes forcément tous parisiens et d'un mini débat très courtois entre François Mitterrand et Philippe Séguin, l'un des principaux opposants au traité de Maastricht. Chacun à sa place tient un rôle à la mesure de son importance sociale et de son degré de notoriété. L'ouverture aux acteurs ordinaires produit des rencontres inégales où l'on voit pleurer d'émotion un cultivateur inquiet pour son avenir ou un militant de droite s'étrangler de rage en s'adressant au Président. Peu habitués à parler en public ni à être sous le feu des caméras, ils ont du mal à mettre en forme leurs arguments et l'expression chaotique de leur conviction se transforme en spectacle émouvant répondant ainsi à l'esthétique ambiguë de la néo-télévision. Les élections pour le renouvellement du Parlement européen en 1999 n'ont donné lieu à aucune émission exceptionnelle. Celles qui ont été programmées l'ont été pour la plupart dans le cadre de formats déjà existants. « *Public* » sur *TF1* a privilégié la rencontre en tête-à-tête entre un responsable politique et le journaliste Michel Field ou le débat entre les principaux dirigeants des partis politiques (Nicolas Sarkozy, Président du RPR et François Hollande, Premier secrétaire du parti socialiste, par exemple). Rien d'innovant dans cette formule considérée comme un des grands classiques de la télévision au cours des campagnes électorales. *France 2*, en revanche a joué la carte du débat plus élargi dans certains numéros de « *Direct* ». Mais, comme on l'a vu précédemment, ce modèle plus ouvert à la pluralité des points de vue n'est pas à la hauteur de l'ambition affichée. Peu de place n'est en fait affectée aux échanges sur l'Europe entre des citoyens ordinaires et des responsables politiques. Le « débat démocratique » se déploie dans le moule d'une complicité de longue date entre des politiciens surtout préoccupés de marquer les bornes d'un territoire personnel. L'émission du 25 mars 1999 est censée opposer François Bayrou, candidat UDF et partisan du fédéralisme européen, à Philippe de Villiers, ex militant UDF et ardent défenseur des « valeurs » traditionnelles françaises. Loin de prendre la forme d'une âpre discussion à l'aune des querelles intestines de la droite sur l'Europe, le dialogue se termine en pantalonnade dès lors

que Philippe de Villiers adopte le tutoiement et le ton potache propres à la camaraderie. Pensant aviver l'intérêt des téléspectateurs par l'organisation de rencontres entre frères ennemis, les journalistes réduisent le débat public à une peau de chagrin. Le récit de la campagne présidentielle de 1995 limité aux épisodes sulfureux de l'opposition entre les « amis de trente ans » Jacques Chirac et Edouard Balladur fait école. Les élections de 1999, exclues de l'agenda par la guerre du Kosovo, resteront comme une forme de degré zéro de l'information et du débat public attendus en période électorale. Le pourcentage très élevé d'électeurs abstentionnistes résonne comme une sanction du non travail des journalistes et des hommes politiques.

Le modèle interactif

Ce modèle plus égalitaire est peu développé dans ce contexte. Mettant en présence directement l'homme politique face à des interlocuteurs inconnus, il n'a donné lieu qu'à quelques rares tentatives (comme celle analysée sur FR3 dans un précédent travail (Mouchon,1998). Le dispositif proposé diffère évidemment fondamentalement du dispositif des autres modèles. Le gros plan sur le visage des interlocuteurs est quasi systématique, le « fenêtrage » de l'écran en deux parties permet une présentation égale des participants et l'attention portée à l'écoute n'est distraite par aucun élément de décor superfétatoire. Plusieurs facteurs se conjuguent pour que cette forme d'échange soit presque absente des programmes proposés sur les chaînes généralistes. La thématique d'abord, qui doit concerner des problèmes placés au cœur de l'agenda politique et médiatique. L'émission évoquée précédemment sur FR3 abordait des questions liées au chômage, à l'environnement et aux « affaires » récemment dévoilées : en somme tous les problèmes aigus de la politique intérieure. La construction européenne n'accédant qu'occasionnellement à ce degré de visibilité dans l'espace public ne joue pas comme « produit d'appel » pour les programmeurs. Une raison plus structurelle ensuite qui ressort du type de communication induit par la télévision. Les chaînes, quoiqu'elles fassent pour développer des services interactifs, sont les seuls maîtres-d'œuvre pour les choix de programmes et de diffusion. Le téléspectateur reste soumis à une logique d'offre et ne peut réagir que par un degré de réception plus ou moins actif. La différence apparaît fortement si l'on compare le mode de communication télévisuel avec les variantes proposées par Internet. La possibilité, entre autres, pour tout internaute d'ouvrir un site personnel, de s'inscrire sur des listes de diffusion ou de participer à des forums de discussion assure un accès plus égalitaire à l'information, à l'échange et à la confrontation d'arguments (au moins dans le dispositif). Des travaux récents consacrés aux usages du Net en politique donnent des indications intéressantes sur la reconfiguration en cours (George,2001). Les partis politiques qui se montrent frileux et se contentent de reproduire en copie conforme leur documentation partisane ont du mal à intégrer une logique de communication égalitaire qui s'oppose au fonctionnement hiérarchisé de leur structure. En revanche, la dynamique des associations ou des ONG se trouve renforcée par les potentialités offertes par ce nouveau média. Profitant de la rapidité d'accès et de la couverture à l'échelle mondiale, les militants ont ainsi la possibilité de se fédérer par-delà les frontières nationales et les continents et de se retrouver pour manifester, à l'occasion des rencontres du G8 ou des sommets européens par exemple. Le temps présent, peu propice au débat public, voit donc s'ouvrir de nouvelles perspectives dont les contours demeurent encore imprécis.

La dimension cachée

La reprise du titre de l'ouvrage célèbre de E.T Hall a valeur heuristique (Hall, 1971). Les dispositifs télévisuels sont perçus et assimilés selon les mêmes modalités que les autres éléments de l'espace humain. L'implicite, le non formulé, le « allant de soi » qui sous-tendent

les formes d'appropriation humaine de l'espace domestique, de l'espace des lieux institutionnels ou des échanges privés caractérisent également la structuration spatiale et temporelle de l'espace public télévisuel. L'approche anthropologique proposée par le chercheur américain vise à expliciter les fondements culturels cachés derrière cette activité humaine et devenus indéchiffrables en situation de proximité et de banalisation quotidienne. Ce travail d'explicitation peut s'appliquer de la même manière à la lecture culturelle et symbolique du construit télévisuel. Les modèles décrits précédemment montrent qu'il existe un jeu possible avec la sélection de telle ou telle variable et l'exclusion des autres. L'habitude du regard ne peut masquer le fait que tout construit résulte d'un choix fortement impliquant quand il concerne le domaine politique et le fonctionnement de la démocratie. Il est intéressant dans ces conditions de trouver un mode de description objectivable tel que celui proposé par E.T Hall avec ses grilles de lecture de l'espace et du temps humain.

Une topologie de la parole publique

La télévision joue comme un véritable maître d'œuvre pour structurer l'espace à convenance. Comme on l'a déjà rappelé, une émission est d'abord pensée en termes spatiaux avec l'élaboration d'un dispositif, d'un décor et d'une mise en scène. Le studio est traditionnellement constitué du plateau et des tribunes. Situé, en France, dans un bâtiment de la capitale ou d'une métropole régionale, il est le centre névralgique de la réalisation et de la diffusion. Le journal télévisé, par exemple, propose un va-et-vient rapide entre le présentateur qui annonce les sujets en studio et le lancement des « récits » relatant les nouvelles du monde, suivi du retour obstiné au présentateur. Point de convergence devenu incontournable pour le traitement et la présentation de l'information, le studio a vocation à être ouvert sur l'extérieur. Ce binôme *intérieur/extérieur* appliqué au magazine politique traduit le choix possible entre les deux formes extrêmes du débat public télévisuel : l'une limitée à la rencontre de pairs, l'autre mettant en présence des acteurs sociaux d'origine différente. La première, sous sa forme canonique de l'entretien entre un journaliste et un dirigeant politique est largement dévaluée aux yeux du public qui la voit comme une pratique liturgique et connivente. Seule la période de campagne électorale assure encore une certaine pérennité au genre. Il est à noter cependant que, depuis les dernières élections européennes, pour bénéficier sans doute d'une audience supérieure *TF1* intègre l'échange au journal télévisé de 20H présenté par Patrick Poivre d'Arvor. La deuxième formule joue des possibilités techniques pour rassembler à l'écran des interlocuteurs présents en studio et des participants à l'extérieur. *France2*, avec la « *France en direct* » a développé ce genre pendant quelques années. Il en reste quelques morceaux d'anthologie comme pendant les grèves de décembre 1995 où les échanges vifs entre les journalistes de plateau et les manifestants de province -étudiants, cheminots ou postiers- mettaient à nu l'insatisfaction ressentie face au mode de fonctionnement du système informatif. Tel ce dialogue à la Beckett entre une étudiante de Toulouse et le journaliste Daniel Bilalian en studio:

l'étudiante : « ...il serait temps de considérer que nous avons des choses positives à apporter, par exemple sur le statut social de l'étudiant /

D.Bilalian : /vous permettez qu'on y réponde/

l'étudiante : /ce n'est pas une question c'est une affirmation/

D.Bilalian : /ah bon d'accord ! ah c'est différent si vous faites les questions et les réponses. Ah bon d'accord ! vous ne posez pas de questions vous prenez la parole, alors on va quand même essayer de répondre... ».

La lecture de cette transcription, fortement révélatrice de l'écart des attentes chez les interlocuteurs, autorise une interprétation plus large qui renvoie à l'opposition toute française

entre les acteurs de la *centralité* parisienne et ceux de la *périphérie*. Des siècles de centralisation ne s'effacent pas facilement et sont reproduits presque naturellement par la technique télévisuelle. La hiérarchisation de l'espace d'expression publique est donc en relation d'homologie avec les différentes positions et places des acteurs dans la société. Un autre paramètre le montre de manière encore plus démonstrative. L'émission déjà citée, programmée avant le référendum sur la ratification du traité de Maastricht, met en scène le Président de la République dans une position de majesté. On est étonné quand on visionne les images de le voir installé sur une estrade au centre du grand amphithéâtre de la Sorbonne, spécialement repeint et redoré. Le panel représentant les citoyens ordinaires, placé à ses pieds en arc de cercle, est ainsi désigné dans sa relation subalterne. Le poids de l'héritage culturel fortement marqué par la tradition scolaire française marque encore sa prégnance ! Les quelques binômes évoqués –*intérieur/extérieur, centralité/périphérie, haut/bas*- apparaissent bien comme des révélateurs efficaces de la photographie sociale à un moment donné de l'histoire de la société.

Des usages différenciés de la temporalité

les modes d'attribution du temps pour les prises de parole révèlent également de grandes différences en fonction des acteurs concernés. On a précédemment évoqué comment le déroulement de certaines émissions se plie aux règles désormais incontournables de la recherche d'audience par ajustement à des publics ciblés. Il est courant de voir s'exprimer les gens ordinaires sur les plateaux de télévision en première partie de soirée pour le public le plus nombreux du « prime time ». Décalque des habitudes de vie des gens les plus modestes, cette programmation est faite pour les couche-tôt et les lève-tôt. Pour les autres, plus libres dans leurs horaires de lever, la soirée est allongée. Mais, les propositions de programme sont évidemment à la mesure de ce privilège. L'heure plus tardive est traditionnellement réservée à la télévision française aux émissions plus réflexives. Ainsi, le seul magazine régulier consacré à l'Europe passe tous les dimanches soirs sur FR3 en fin de soirée. « *France Europe Express* », l'émission fétiche de Christine Ockrent, faite pour un public au fort capital culturel, présente des dossiers comparatifs sur la manière dont les grandes questions politiques sont abordées dans les différents pays européens (à l'exemple des retraites, de l'enseignement ou de la sécurité déjà traités). On voit comment l'heure de diffusion discrimine les téléspectateurs et reproduit la différenciation sociale encore largement fondée sur le niveau de scolarité. Le traitement par dossiers avec le langage technique qui l'accompagne généralement est en continuité avec l'enseignement reçu dans les Universités ou dans les grandes Ecoles par cette partie de la population. La *gestion du temps dans la grille de programme* est un fidèle indicateur de la disparité sociale. D'autres paramètres sont là pour la confirmer. Un observateur un tant soit peu objectif serait en droit de s'étonner de la façon dont les échanges sont menés dans les magazines politiques à la télévision française. Les personnages labellisés disposent d'un temps de parole sans limites et sont sollicités à l'envie. Ce sont les mêmes, disponibles sans restriction, que l'on entend discourir longuement sur les problèmes sociaux les plus aigus. Les intellectuels médiatiques à la Bernard-Henry Lévy, à la Alain Finkelkraut ou, une époque, à la Alain Touraine, rejoignent dans ce Panthéon de l'instant les personnages labellisés comme l'Abbé Pierre ou le docteur Kouchner. La sollicitation pour participer au débat public et le temps de parole alloué sont donc déterminés par des habitus sociaux solidement ancrés. La personne ordinaire, moins privilégiée, est beaucoup plus rarement invitée. Son mode de présence prend des formes variables et sa présence sur le plateau reste l'exception. Formatés par les élites, les magazines sont élaborés avec les approches techniques de la représentation sociale. Dans ce système de pensée, les citoyens de base sont connus d'abord par l'intermédiaire des sondages. Les campagnes électorales en France se vivent au rythme de la publication des intentions de vote, nonobstant

le fait que leur fiabilité est de plus en plus remise en cause par les résultats. Il n'empêche que les rebonds potentiels des sondages assurent la dramatisation du récit informationnel de plus en plus à la recherche « d'accroches » pour capter l'attention. Quand la part d'incertitude est trop limitée, comme ce fut le cas pendant les élections européennes de 1999, la couverture médiatique se réduit d'autant. Le principe du *temps long* pour les uns et du *temps court* pour les autres voit ses effets amplifiés par une pratique étonnante dans le cadre d'un débat. L'expérience partagée par chacun de nous au quotidien permet de dire qu'une des bases de l'échange argumentatif suppose l'égalité dans la possibilité de répondre à son interlocuteur. Il est étonnant de constater que ce n'est pas le cas pour le citoyen ordinaire participant à un magazine politique. La plupart du temps réuni au sein d'un panel « représentatif », il voit sa capacité à s'exprimer limitée par une règle implicite et systématiquement appliquée. Dès lors que le dirigeant politique est présent sur un plateau, il est entendu qu'il est là pour répondre à des questions. L'homme ordinaire est ainsi réduit à poser « sa » question au moment où le journaliste lui en donne la possibilité et à écouter la réponse sans pouvoir manifester de réaction personnelle. Le débat se déroule donc de manière étrange avec un *droit de suite* réservé à l'expert ou à la personnalité politique ! Les usages de la parole à la télévision méritent d'être analysés avec les référents de la grille temporelle : l'instant où le discours s'effectue, sa durée et la possibilité de le voir rebondir pour développer une argumentation ou pour manifester une réaction à l'argument de l'interlocuteur apparaissent comme des traits pertinents pour appréhender certaines caractéristiques dominantes de la sémantique sociale.

Des modes de raisonnement difficiles à concilier

Le dialogue politique est difficile à la télévision. Ce sentiment justement partagé au vu du déroulement des magazines politiques mérite explication. Plusieurs facteurs contribuent à établir et à maintenir ce divorce.

La qualification journalistique

Le premier facteur résulte de la *représentation sociale* implicite dans le discours de la plupart des journalistes. Quand il arrive, à l'instar de Guillaume Durand en face du Président de la République (émission spéciale à la veille du référendum sur la ratification du traité de Maastricht), que l'informulé devienne explicite la formulation révèle autant la candeur que la certitude. Les mots ont alors un contenu surprenant. N'entend-on pas le journaliste-animateur présenter le conducteur de l'émission en distinguant une première partie où les questions des citoyens ordinaires exprimeront « *les préoccupations des français* », d'une deuxième où la discussion avec les journalistes traitera « *les problèmes d'actualité* » et d'un final où le mini-débat politique abordera « *les problèmes de fond* ». On ne peut formuler plus directement les préjugés et les présupposés à la base de l'activité journalistique. Cette conception simplificatrice du potentiel intellectuel des acteurs sociaux rejoint malheureusement la philosophie qui préside à l'élaboration des programmes de divertissement tenant en mépris le public populaire. La crédibilité de l'acteur social est ainsi largement déterminée par sa *désignation* et sa *qualification* prises dans un répertoire positif ou négatif. La télévision tend de la sorte à fonctionner à partir d'un classement social qui joue d'un poids déterminant dans le déroulement du dialogue politique. Cette pratique courante et insidieuse participe d'une idéologie bien ancrée dans la tradition française. Pierre Rosanvallon en a bien décrit les manifestations quand il rappelle la difficulté des élites à accepter conceptuellement le suffrage universel au cours de l'histoire, au nom de leur certitude d'avoir un jugement plus éclairé que celui de la masse (Rosanvallon, 1992). Fille de la Révolution et nourrie de rationalisme, la démocratie française se perpétue sur fond de méfiance réciproque. « Les préoccupations des français » sont à lire comme le registre de l'expression populaire, les passions qu'il entraîne sont potentiellement dangereuses, il convient de les canaliser. Pour y parvenir, seule la raison

a vocation à être légitime et efficace. On voit comment le débat public tend à se réduire à l'énoncé des vérités expertes. La multiplication des commentaires d'expert à la télévision s'explique dans ce cadre. Les étapes de la construction européenne, au lieu d'être discutée dans leurs fondements et leurs finalités, sont présentées comme un allant de soi aux bienfaits assurés. Dans ce contexte, l'émission de Christine Ockrent « *France Europe Express* » fait tribune pour le discours monologique venu du club réduit des experts.

La logique politique mise en mots

Avec la télévision, l'homme politique est amené à adopter un comportement dédoublé. Pris en sandwich entre deux manières de penser et de parler selon qu'il travaille sur dossiers ou qu'il est en représentation à la télévision, il peut raisonner en adoptant les codes utilisés par les experts de son entourage ou bien faire simple et sympathique pour plaire à son public. Ces véritables jeux de rôle, partage entre le jeu d'esprit et le jeu d'image, sont pratiqués selon les règles d'un savoir-faire de plus en plus figés dans des codes.

Le code des jeux d'esprit :

la réalité traitée dans les dossiers devient vite *réifiée*. L'intellectualisme propre à la formation des élites se traduit dans leurs pratiques de travail. Cela tend à créer un lexique spécialisé influencé par le jargon juridique et évidemment bien éloigné du parler courant. Quelques-unes de « ces créations » lexicales font florès à l'occasion des campagnes électorales. Le scrutin européen n'y échappe pas avec, par exemple, la montée en puissance de la « subsidiarité » en contre-poids au fédéralisme, ou lors du débat des dernières élections municipales à Paris, la focalisation sur la « questure » et son importance dans le développement des « affaires ». Comprenez qui pourra ! Dans des domaines plus immédiatement impliquant, le divorce entre le mot et la réalité, entre la qualification technique et le vécu humain, est si grand qu'il enlève toute crédibilité à ceux qui en use. L'exemple des classements de chômeurs en fonction de l'âge, de la durée du non emploi ou selon d'autres critères, s'il se comprend pour établir une hiérarchie dans l'attribution des aides, confine au ridicule dans son expression. L'homme politique, au contact de conseillers appartenant à cette sphère, doit s'en différencier au moins dans le langage pour ne pas courir le risque d'être confondu avec ceux que l'ire populaire poursuit comme technocrates. La récurrence et la violence des diatribes contre les « technocrates » de Bruxelles donne la mesure de cette césure politique par rapport à l'Europe. D'autant que vue de l'étranger, la France semble particulièrement impliquée dans ces jeux d'esprit souvent aussi inutiles que formels. La critique de la formation donnée à l'ENA par un journaliste allemand qui intitule son article « *Chez les jésuites de la République* » rappelle les risques d'une méthode de pensée trop formelle qui ne peut que faire le grand écart avec la réalité.

Le parler produit par les jeux d'esprit renvoie à un savoir constitué qui, par nature, se prête mal à la discussion. Résultat d'une pensée formatée par la rhétorique des grandes Ecoles, cette forme de savoir semble surtout validée par l'efficacité de sa démarche. L'habileté à problématiser les questions, à catégoriser les éléments traités et à trouver des solutions dans le schéma des notes de synthèse ou du modèle thèse-antithèse-synthèse donnent l'illusion d'une efficacité à toute épreuve. Mais ce raisonnement clos sur lui-même pêche par son côté unidimensionnel, celui de la certitude de son pouvoir à poser et à résoudre les problèmes. Pourtant, la complexité de la réalité contemporaine appellerait à ouvrir d'autres dimensions dans les catégories de raisonnement. La mise en avant de la convergence du sensible avec le rationnel permettrait, par exemple, de rétablir la crédibilité du discours politique auprès de la population. Une attitude plus modeste et plus réaliste devrait également porter les décideurs et les conseillers à ne pas être dupes des certitudes de leur rhétorique. La pensée a vocation à s'ouvrir à la catégorie de l'indétermination dans une époque de

reconfiguration généralisée. La compréhension des enjeux actuels de la construction européenne gagnerait ainsi à être présentée dans ses paris et ses incertitudes plutôt que de tenter de faire passer en force les différents traités, tels ceux d'Amsterdam et de Nice bien opaques pour les citoyens. L'indétermination n'est qu'une étape provisoire mais honnête dans le lent processus d'assimilation et de résolution des problèmes.

Le jeu d'image :

le développement du marketing politique impose le code de la séduction. Le sourire constamment affiché, les tenues vestimentaires étudiées en fonction des publics et des situations sont quelques-unes des exigences auxquelles doit se plier le responsable politique. Produire une image pour les images de télévision constitue une autre facette de son activité. On comprend l'écartèlement ressenti par certains pour passer du parler et du comportement style Ministère au savoir-faire de la prestation télévisuelle. Le jeu d'image génère une mise en scène dont chaque élément est intégré à une stratégie de communication stricte. Le répertoire est connu : pour être proche des « gens », l'homme politique doit veiller à rester simple dans son parler (le lexique du « français fondamental », version très simplifiée du dictionnaire, est conseillé), à se donner des airs sympathiques (la décontraction dans le comportement est de rigueur) et à manifester des formes de ressemblance avec le quotidien des gens « d'en bas » (à condition que des révélations sur un mode de vie luxueux ne soient pas mises au même moment sur la place publique). Cette recherche effrénée pour plaire a des effets contradictoires. Nécessaire pour assurer le charisme de l'homme politique et lui permettre d'être élu (Silvio Berlusconi est le prototype de ce modèle où l'image triomphe), elle peut aussi avoir des effets dévastateurs. La participation à des jeux télévisés ou le fait de pousser la chansonnette ont grandement participé au discrédit des hommes politiques depuis les années quatre-vingt.

Le cadre cognitif de la parole ordinaire

La parole ordinaire s'appuie sur l'expérience vécue plus que sur des connaissances apprises dans les dossiers. A l'opposé de l'expert qui produit un discours intellectualisé et solidement construit, les gens –au quotidien- échangent par bribes avec des témoignages de vie et des commentaires sur les événements dont on parle dans le journal.

Le vécu et l'expérience

Au type de communication cérébrale du premier cas répond un mode de communication plus compassionnel dans le second. Les bribes de récit partagés sont dits avec la densité des choses vécues : l'intonation n'est pas monocorde, le débit joue sur les contrastes, les silences alternent avec les périodes de logorrhée. La répétition de ces traits prosodiques donnent la dimension *sensible* d'un discours où le jeu des *sentiments* et les marques de l'*intimité* font partie du plaisir de la rencontre. La prise en compte de cette dimension essentielle dans la communication humaine a du mal à s'opérer dans la tradition de l'échange politique en France. Le développement des talk show montre pourtant son intérêt et devrait avoir un effet incitatif. Il pourrait permettre de dépasser une répartition des genres figés où la politique ne peut être traitée que sous l'angle de la « raison pure » et où le vécu n'est sollicité que pour sa charge émotive et devient le sésame de la télévision racoleuse pour faire de l'audience.

Les croyances et les valeurs partagées

Si les récits d'expérience redonnent une dimension plus humaine au discours, ils restituent aussi la densité de ce qu'on appelle couramment « l'expérience ». Les strates de vécu ne s'accumulent pas sans laisser de traces durables. Elles sont structurantes pour la personnalité humaine en même temps que pour la constitution d'une histoire collective. Le politique se nourrit de cette dimension bien mise à jour par les études anthropologiques. La parole ordinaire n'est donc pas une parole indigente. Il faut prendre le temps de l'écouter pour mesurer sa maturité. Le débat autour de la construction européenne en donne peu l'occasion.

L'émission, plusieurs fois citée avant le référendum sur le traité de Maastricht, en propose toutefois une illustration exemplaire. A cette étape du développement de l'Europe, les gens ordinaires présents sur le plateau en formulent avec justesse les enjeux. Presque dix ans après, on constate que les problèmes alors soulevés restent d'actualité : quelle place pour le « service public » à la française, quel avenir pour le statut des fonctionnaires, quelle évolution pour l'école, comment assurer les retraites ? En raisonnant sur un temps long, l'homme ordinaire réintroduit la genèse des questions abordées par la politique. Il est en effet impossible de poser toutes les questions précédentes sans garder la mémoire des périodes difficiles avant la mise en place des structures de solidarité collective : la sécurité sociale ou la retraite par répartition, par exemple. La parole de ce cheminot entendue dans une manifestation en résume la portée :

« Mon grand-père n'a pas connu la retraite. Mon père n'a pas eu le temps d'apprécier la sienne, il a travaillé toute sa vie et est mort à cinquante-sept ans. Je voudrais pouvoir vivre la mienne et que mes gosses aussi aient une retraite digne. ».

On voit comment le poids de l'expérience structure une vision du monde avec ses croyances et ses choix idéologiques. Par comparaison, la manière dont le débat public est strictement bridé à toutes les étapes de la construction de l'Europe est particulièrement choquante. Alors que par définition, cette construction génère des changements profonds dans les références aux structures et aux coutumes nationales, le discours de confiance dans l'avenir tenu par les politiques n'est pas suffisant. La réalité est évaluée par l'homme ordinaire à l'aune de son expérience vécue et, en aval, elle lui sert de boussole dans ses projections pour envisager l'avenir. Le rapport au temps et le rapport au vécu apparaissent comme deux marqueurs de différence entre le raisonnement expert et le raisonnement profane. Le premier tient compte du temps pour la durée d'un projet, il se limite à sa *version courte sans éclairage rétrospectif* tandis que le second s'inscrit dans un *temps long mis en perspective par le vécu passé*.

Dans un pays où la tenue d'un référendum est décidée par l'exécutif et ne répond pas à l'initiative de la population, le divorce entre la classe politique et la population ne peut surprendre. D'ampleur historique, les taux d'abstention aux élections européennes en traduisent la réalité en termes préoccupants et invitent à répondre positivement à la revendication montante pour une démocratie plus participative. Pour l'Europe ou pour toute autre question politique d'importance, il est temps d'en finir avec l'habitus de la décision à « la française » tel qu'un récent rapport en fait le descriptif :

« ... une préparation rapide, une élaboration cantonnée au cercle restreint de conseillers, une annonce médiatique forte, un changement fondé sur la force supposée de l'autorité centrale, l'absence de pédagogie collective. Fonctionnaires et citoyens continuent d'être traités en sujets, ce qui leur laisse comme seule alternative, l'obéissance ou la révolte (Fauroux, Spitz, 2001).

Bibliographie

Hall E.T. (1971), *La dimension cachée*, Paris, Le Seuil.

Fauroux R. & Spitz B. (2001), *Notre Etat, le livre-vérité de la fonction publique*, Paris, La documentation française.

Gerstlé J. (ed) (2001), *Les effets d'information en politique*, Paris, La Découverte.

George E. (2001), *L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC : vers un renouveau de la démocratie à l'ère de*

l'omnimarchandisation du monde ?, thèse de doctorat sous la co-direction du professeur J.Mouchon (université Paris X) et G. Tremblay (UQAM, Montréal). Non encore publié.

Mehl D.(1996), *La télévision de l'intimité*, Paris, Le Seuil.

Mouchon J (1998), *La télévision sous l'influence des médias*, Paris, L'Harmattan.

Rosanvallon P. (1992), *Le sacre du citoyen*, Paris, Gallimard.

Veron E. (1995), « Médiatisation du politique : stratégies, acteurs et construction des collectifs » in Gosselin A., Mouchon J., Gauthier G. (eds), *La communication politique*, Hermès 17-18, Paris, CNRS.